



**Ablassé Ouédraogo au Premier ministre Paul K. THIEBA :
« Le Burkina Faso n'a pas d'avenir avec le Plan National de
Développement Economique et Social (PNDES) »**

Les éditions

Sciences-Campus Info

Politique - Science - Education - Société - Economie - Technologies

Le Quotidien Numérique

du samedi 1er Juillet 2017
7 Ju/7

d' Afrique

N°437

02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO Téléchargeable

Appellez le + 226 76 60 97 21/ 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant..
Espace spécialement réservé pour vous.

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 17.

**Assemblée nationale :
Adoption de la loi portant
organisation, fonctionnement et
procédure applicable devant la
chambre criminelle**

Page 8



**Irruption de la CORA-BF à
Omega FM : le ministère de la
Communication apporte son
soutien au personnel de la radio**

Page 12



**Lutte contre la mortalité
infantile : Développement
média international s'engage
à travers la communication
de masse**

Page 2



Autorisation officielle n°1238/2016/CAO/TGI.OUA/P.F.



**Simone Veil, une grande
figure de la vie politique
française est morte (famille)**

SOCIÉTÉ

Lutte contre la mortalité infantile : Développement média international s'engage à travers la communication de masse

Région du Centre



La campagne organisée sous la forme d'un Essai Randomisé Contrôlé (ERC), se fixait pour ambition de prouver non seulement que la communication sauve des vies

Sauver des vies humaines à travers la communication de masse, tel est l'objectif que s'est fixé Développement média international (DMI). La Structure a organisé ce jeudi 29 juin 2017 à Ouagadougou une cérémonie de présentation officielle des résultats du premier essai randomisé contrôlé sur la réduction de la mortalité à travers la communication de masse. La cérémonie a été présidée par le ministre de la communication et des relations avec le parlement, porte-parole du gouvernement,

Rémi Fulgance Dandjinou.

Cette session organisée ce jeudi 29 juin 2017 à Ouagadougou par Développement média international Burkina (DMI), s'inscrit dans le cadre de la restitution des résultats enregistrés au cours des trois dernières années de campagne au Burkina Faso. L'étude menée par cette structure porte sur l'impact de la communication sur les indicateurs de santé. La campagne organisée sous la forme d'un Essai Randomisé Contrôlé (ERC), se fixait pour ambition de prouver non seulement que la communication sauve des vies mais

aussi et surtout de quantifier le nombre de vies qui pourraient être sauvées à travers une modélisation prévoyant une contribution à la réduction de la mortalité infantile. Les résultats révèlent que grâce à la communication, le taux de fréquentation des centres de santé a augmenté de 35%. Selon DMI, le changement de comportement par la communication est une réalité. Il en veut pour preuve l'impact significatif sur les indicateurs de santé. Un impact prouvé par l'essai randomisé contrôlé sur la réduction de la mortalité infantile. Selon le Directeur régional Afrique de l'Ouest et

La suite à la page 3

SOCIÉTÉ

La suite de la page 2



Les acteurs du domaine étaient nombreux à cette cérémonie de restitution des résultats

Centrale de DMI, Matthew Lavoie « l'étude scientifique a démontré statistiquement que la campagne de communication de DMI et nos partenaires radiophoniques a pu augmenter de 35% la fréquentation de centre de santé de premier soin pour le traitement du paludisme, diarrhée aigue et infections respiratoires. Cette augmentation se traduit par une réduction de 6% dans les zones d'intervention du taux de mortalité infantile » L'action de DMI est orientée vers le changement de comportement et l'amélioration des conditions de vie des populations des pays en développement. Les moyens utilisés sont des campagnes radio et télé ainsi que des vidéos sur des téléphones portables. En ce qui concerne, les campagnes radiophoniques, il s'agit précisément de réaliser des spots radio d'une minute et les diffuser dix fois par jour et des émissions interactives cinq fois par semaine.

Pour atteindre son objectif, DMI Burkina a travaillé avec sept radios partenaires parmi lesquelles figurent radio lotamu (Solenzo) ; radio Munyu (Banfora) ; radio Djowoampo (Bogandé), la radio voix du paysan de Ouahigouya. Pour Rémi Dandjinou, Co-parrain de la cérémonie, cette approche de DMI Burkina est à saluer : « c'est la preuve que nous pouvons avoir aujourd'hui des changements de comportement par une communication bien appréciée, et dans le cadre notamment de la lutte pour réduire la mortalité, cette approche est à saluer » En rappel, Développement Média International (DMI-Burkina Faso), entreprise sociale basée à Londres, a été créé en 2005 afin d'apporter une rigueur scientifique aux campagnes de mass média. Son bureau de Ouagadougou a vu le jour comme ONG en 2011.

Alfred Sié KAM/Rédaction SC-Info



Matthew Lavoie, DR Afrique de l'Ouest et Centrale/DMI



Rémi F. Dandjinou, ministre en charge de la communication

POLITIQUE

Ablassé Ouédraogo au Premier ministre Paul K. THIEBA : « Le Burkina Faso n'a pas d'avenir avec le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) »

Région du Centre



Dr Ablassé Ouédraogo à propos du PNDES

Excellence Monsieur le Premier Ministre,

Nos ancêtres disaient : « NIOUF HIN NIN PAA BAGUIN YETE YE ». Ce qui se traduit par : « il n'est point besoin d'être un charlatan pour constater ce qui est ». En clair, il n'est point besoin d'être un devin pour voir et comprendre que le Burkina Faso va mal aujourd'hui. La « Rochosité » est installée dans tous les secteurs et dans tout le pays et le Burkina Faso vacille.

La pauvreté, la misère et

l'insécurité des Burkinabè ont atteint un niveau qui a installé la peur et l'anxiété dans leur vie au quotidien et surtout l'incertitude pour leur lendemain. La situation aurait été moins inquiétante, si une dynamique d'inversion était perceptible à l'horizon. Mais, hélas !

Pour masquer la mauvaise santé de notre pays, vous et votre gouvernement continuez de dire que les 18.000 milliards de FCFA du PNDES, que vous auriez obtenus à la Table-Ronde des bailleurs de fonds des 7 et 8 décembre

2016 à Paris, serviront à financer le développement de notre pays avec l'objectif de réaliser un taux de croissance annuel moyen de 8%. Stoïquement, vous dites à la Tribune de la Primature le 19 juin 2017 : « Le PNDES est notre voie pour changer structurellement et durablement notre économie et assurer à chaque Burkinabè un développement solidaire et inclusif ».

Vous aurez mis six (6) mois pour comprendre vous-même et confesser à vos concitoyens que la Table-Ronde de Paris, où aucun accord n'a été signé, contrairement à ce que vous dites dans votre conférence de presse du 19 juin 2017, n'a fait qu'enregistrer des « intentions de financement » et que vous et votre délégation n'étaient pas rentrés au Burkina Faso avec « des sacs pleins de dollars ou d'euros ».

En français facile, l'on comprend qu'une intention n'est pas une promesse, ni un engagement et encore moins un accord de financement. Et nous vous avons alerté déjà en ce moment dans la presse écrite et audiovisuelle. Pauvre Burkina Faso ! Votre position se comprend aisément quand on sait que ce sont vos supposées performances dans la conduite du PNDES qui ont milité

La suite à la page 5

POLITIQUE

La suite de la page 4

pour votre reconduction « mouta-mouta » à la tête du gouvernement le 20 février 2017 ainsi que votre intégration dans le Bureau Politique National du Mouvement du Peuple pour le Progrès (MPP) à son dernier congrès en avril 2017. Malheureusement, les Burkinabè ne sont pas au bout de leur peine, de leur déception voire de leur déprime avec le PNDES, car il serait honnête de leur rappeler en plus, que :

- les intentions exprimées par les partenaires du Burkina Faso sont assorties de conditionnalités mentionnées dans le communiqué final de la réunion de Paris daté du 8 décembre 2016, et je les cite : « la consolidation de la paix et la réconciliation nationale, la bonne gouvernance, l'Etat de droit, le renforcement des capacités de l'administration publique, l'amélioration du climat des affaires et le choix judicieux de projets structurants pouvant contribuer à la réduction de la pauvreté ».
- A ce jour, rien n'a encore été fait pour donner une satisfaction à nos généreux bailleurs de fonds.
- d'un coût global de 15.395,4 milliards de Fcfa, 63,8% du financement du PNDES, soient 6.825 milliards Fcfa, doivent être couvertes par les ressources

propres du Burkina Faso. Notre économie est aujourd'hui plombée. Pire, avec l'état de délabrement et de désarticulation actuel dans lequel notre économie est plongée, doublée d'une méfiance craintive des opérateurs économiques nationaux vis-à-vis de la gouvernance actuelle, il paraît peu probable, sinon impossible, que le montant requis au titre des Fonds de contrepartie des projets et programmes, puisse être mobilisé pour permettre l'opérationnalisation du PNDES sur la période 2016-2020.

- les capacités du Burkina Faso à élaborer les études de faisabilité des projets à identifier à hauteur des 18.000 milliards Fcfa sur la période 2016-2020 et à négocier avec les partenaires de même que la capacité d'absorption du Burkina Faso du coût du PNDES se révèlent être un casse-tête sans solution.
- l'environnement socio-économique et sécuritaire exécrable du moment fait que la confiance n'existe pas, d'une part, chez les Burkinabè individuellement pris, et entre les Burkinabè eux-mêmes, d'autre part. Cette même confiance n'existe pas non plus entre le Burkina Faso et l'Extérieur.
- au plan calendaire, il est clair

que si les échéances politiques sont respectées, l'année 2020 sera l'année des élections présidentielle et législatives et l'année 2019 sera l'année préparatoire pour ces élections. Ce qui est synonyme de période creuse où les activités et même le pays tournent au ralenti. A l'allure où vont les choses, il est fort peu probable que le PNDES puisse connaître un début d'exécution en 2018. De ce qui précède, vous en conviendrez avec nous, tout simplement et en toute objectivité, que le Burkina Faso n'a pas d'avenir avec le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES). Notre pays, que nous aimons tous et tant, traversera une décroissance économique sur la période 2016 -2020. Votre conférence de Presse, pardon, la Tribune de la Primature que vous avez animée le 19 juin 2017 résonne comme un aveu d'impuissance et d'incapacité à redresser la barre et à répondre aux aspirations des Burkinabè dans leur quête du mieux vivre. Votre échec est palpable et il vous appartient en patriote aimant son pays de savoir tirer les conséquences et de libérer le peuple. Une décision courageuse et idoine de votre part, aidera de surcroît, votre patron, le Président

Brèves

Procès Will telecom : 5 ans de prison ferme requise contre Sayouba Zidwemba et ses co-accusés

Sayouba Zidwemba dit « Will telecom et ses 13 collaborateurs sont face à la justice depuis le 8 juin 2017. Ils sont poursuivis pour falsification de documents informatisés, complicité d'escroquerie et recel pour la plupart dans une affaire qui les oppose à la banque CBAO. Au cours de l'audience du jeudi 29 juin, le parquet a requis la condamnation de Sayouba Sidwemba et les autres inculpés à des peines d'emprisonnement ferme de 5 ans et des amendes 1,5 millions CFA chacun. Par ailleurs le parquet a requis la confiscation des sommes sous scellés.

Source : Wat Fm

SOCIETE

RAMADAN À OUAHIGOUYA

Les fidèles ont prié pour une bonne pluviométrie et un Burkina prospère

Région du Nord



Les fidèles musulmans de Ouahigouya comme ailleurs ont célébré Laïl El Fitr ce dimanche 25 juin 2017.

Après trente jours de jeûne, les fidèles musulmans de Ouahigouya comme ailleurs ont célébré Laïl El Fitr ce dimanche 25 juin 2017. Ils ont prié pour la réussite de la saison agricole et pour un Burkina prospère.

Plusieurs sites ont abrité la prière à Ouahigouya le jour du Ramadan. Ce sont entre autres la cour du lycée Yadega, l'espace CAMEG au secteur 13, à la place de la nation etc. La prière a commencé à 9h17 du côté de la place de la nation, dirigée par le grand imam El Adj Traoré Amsa. Des personnalités parmi lesquelles on peut citer le président de l'assemblée



C'est le grand imam El Adj Traoré Amsa qui a dirigé la prière.

La suite à la page 7

SOCIETE

La suite de la page 6



Après la prière, les autorités religieuses, accompagnées de sa majesté Naaba Kiiba sont allées saluer les responsables administratifs de la région

nationale, Salifou Diallo, le ministre de la jeunesse Smaïla Ouédraogo, le gouverneur de la région du Nord, certains responsables administratifs et militaires et les députés de la région. Après la prière, les autorités religieuses, accompagnées de sa majesté Naaba Kiiba sont allées saluer les responsables administratifs de la région qui ont pris place à quelques mètres du lieu de prière, devant l'ancienne résidence du gouverneur. Le président de la communauté musulmane a formulé le vœu pour un bon début et une bonne fin de la saison pluvieuse, garant d'une bonne récolte. Il a souhaité la paix pour la nation tout en saluant les différentes actions des autorités à leur égard. La présence des représentants catholiques et protestants a été évoquée en signe de bonne cohabitation religieuse à Ouahigouya.

Le gouverneur Assane Sawadogo,



Le représentant de la communauté musulmane

à son tour, a remercié les représentants de la communauté musulmane pour tous les vœux formulés pour le pays et pour l'autorité administrative. Il n'a pas manqué de soulever le poids de la communauté religieuse

pour la résolution de certains problèmes. L'abbé Jean Louis Ouédraogo de même que le pasteur Pierre Ouédraogo disent être venus pour signifier au monde que les religions ne sont pas en rivalité.

Omar C. Ouédraogo SCI/

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Assemblée nationale : Adoption de la loi portant organisation, fonctionnement et procédure applicable devant la chambre criminelle

Région du Centre



Assemblée nationale du Burkina: Adoption de la loi portant organisation, fonctionnement et procédure applicable devant la chambre criminelle

L'Assemblée nationale adoptée à 79 voix pour et une voix contre, le jeudi 29 juin 2017, la loi portant organisation, fonctionnement et procédure applicable devant la chambre criminelle. En effet, le député Michel Ouédraogo du Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP) a dit être opposé à la suppression des jurés. Le gouvernement était représenté par le ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, Garde des Sceaux, Bessolé René BAGORO qui défendu le projet de loi.

Il a expliqué que ce projet de loi vise à améliorer le fonctionnement de la chambre criminelle dans le but de la rendre plus efficace et plus efficiente tout en préservant les droits et libertés individuels. Cela passe entre autres par l'institution de la permanence des sessions de la chambre criminelle, l'instauration du double degré de juridiction à travers l'appel comme voie de recours entre décisions rendues en 1ère ressort et l'obligation de motivation des décisions de la chambre criminelle. Ces innovations sont des garanties

nouvelles qui viendront compenser la suppression des jurés.

LE CONTENU DE LA LOI

La loi portant organisation, fonctionnement et procédure applicable devant la chambre criminelle introduit des innovations dans son fonctionnement et la procédure applicable devant elle. Ce caractère novateur tient d'une part à la composition et aux attributions de la chambre criminelle, et d'autre part au fonctionnement de ladite chambre. Le texte comprend cent trente

La suite à la page 9

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 8



Le ministre Bagoro face aux députés

six (136) articles répartis en onze (11) chapitres. Le chapitre 1 traite de la compétence de la chambre criminelle. Ce chapitre explique que la chambre criminelle statue en premier ressort et qu'elle connaît en appel des décisions rendues par ses sections. Le chapitre 2 est relatif à la composition de la chambre criminelle. Ce chapitre consacre la suppression des jurés dans la composition de la chambre criminelle et accroît le nombre de conseillers. Il prévoit la présence de conseillers ad hoc qui sont choisis parmi les juges du siège des tribunaux de grande instance du lieu de la tenue des audiences ou des juridictions d'origine des dossiers inscrits au rôle de la session. Le chapitre 3 est consacré aux sessions de la chambre criminelle. Ce chapitre consacre la

permanence des sessions de la chambre criminelle. Les sessions se tiennent au moins chaque mois pour une durée de deux semaines dans le ressort de la cour d'appel ou le siège d'un tribunal de grande instance désigné comme pôle criminel. Chaque année, le président de la cour d'appel crée par ordonnance deux sections de chambre criminelle. Le chapitre 4 établit la procédure préparatoire aux audiences de la chambre criminelle. Ce chapitre traite de la notification de l'arrêt de renvoi à l'accusé, du choix de son conseil, des modalités de communication des procès-verbaux et des pièces du dossier à l'accusé et à la partie civile, de la communication entre les parties de la liste des témoins et des experts qui seront entendus. Le chapitre 5 concerne

l'ouverture de l'audience. Ce chapitre traite de l'exception de nullité qui doit être soulevée avant tout débat au fond. Le chapitre 6 traite des débats. Il affirme le caractère public des débats avec une possibilité de demander le huis-clos. Il interdit l'emploi de tout appareil d'enregistrement ou de diffusion sonore, de caméra de télévision ou de cinéma et d'appareils photographiques ou similaires sous peine de sanction sauf autorisation spéciale motivée. Les chapitres 7 et 8 sont relatifs au jugement. Le premier indique que les décisions sont prises à la majorité simple, qu'à l'issue de la délibération, le président ou l'un des conseillers rédige la motivation. Mais que lorsque l'affaire est particulièrement complexe en raison du nombre des

La suite à la page 10

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite à la page 9

accusés ou des crimes qui leur sont reprochés, que cette motivation soit rédigée au plus tard dans un délai de sept jours ouvrables à compter du prononcé de l'arrêt. Le second précise les circonstances dans lesquelles l'accusé peut être jugé par défaut. Les chapitres 9 et 10 traitent des voies de recours. Le premier chapitre innove en prévoyant la possibilité de faire appel des arrêts de la chambre criminelle et en précise les conditions. Le deuxième chapitre est relatif au pourvoi. Le chapitre 11 établit les dispositions transitoires et finales. Il prévoit que les instances criminelles en cours de jugement restent soumises à la loi n° 51-93/ADP du 16 décembre 1993.

EN RAPPEL, La politique nationale de Justice de la période 2010-2019 adoptée en février 2010 vise à rendre la justice plus performante, plus accessible et plus protectrice des droits et libertés. Cependant, la quête permanente de l'équilibre entre la protection des libertés individuelles et l'efficacité de la répression impose

une adaptation incessante des règles de fond et de procédure en matière pénale. C'est en ce sens que dans le cadre de la réforme de la justice pénale, une relecture des textes du droit pénal et de la procédure pénale s'impose, notamment la procédure applicable devant la chambre criminelle. Ainsi, lors des états généraux sur la justice, les participants se sont engagés à l'article 34 du pacte national pour le renouveau de la justice à relire la loi portant procédure applicable devant la chambre criminelle et à mettre les moyens conséquents à sa disposition pour lui permettre de tenir régulièrement ses sessions. Cette efficacité dans le traitement des affaires criminelles passe par la réforme de la procédure applicable devant cette chambre. Il s'agit d'améliorer le délai de traitement des affaires et le contenu de leurs prestations dans le but de lutter contre le trop grand stock de dossiers criminels. Pour cela, les innovations majeures ont consisté à la suppression des jurés, à la permanence des sessions de la chambre criminelle, à l'obligation de motivation des

arrêts, à l'ouverture de la voie d'appel contre les décisions, etc. La mise en œuvre de la procédure pendant plusieurs années a permis de se rendre compte que la présence des jurés pose plus de difficultés qu'elle n'en résout. Parmi ces difficultés on relève que :

- la procédure qui aboutit au choix des jurés est très longue, impliquant les hauts commissaires, la chancellerie et la chambre criminelle elle-même ;
- le niveau d'instruction insuffisant des jurés crée de nombreuses difficultés lors des délibérations et aboutit à des décisions incompréhensibles par les justiciables ;
- la réticence voire le refus de justiciables de faire partie du jury, oblige parfois à recourir à l'autorité administrative pour la constitution de liste additive ;
- les jurés ne font pas l'objet d'une enquête sérieuse de moralité et, n'étant pas internés lors des sessions, ils continuent de communiquer sans réserve.
- le caractère permanent de la chambre sera difficilement conciliable avec la présence des jurés.

Brèves

Simone Veil, une grande figure de la vie politique française est morte (famille)

Simone Veil est décédée à son domicile à l'âge de 89 ans ce 30 juin au matin, a annoncé à l'AFP son fils Jean Veil. Rescapée de la Shoah, cette ancienne ministre et ancienne présidente du Parlement européen, était, depuis l'adoption de l'interruption volontaire de grossesse en 1975 une figure éminente du droit des femmes.

Source : RFI



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Le MATD visite l'Institut Supérieur d'Études de Protection Civile (ISEPC)

Région du Centre



<< ISEPC est une école supérieure internationale qui forme des officiers des sapeurs-pompiers en matière de protection civile», a déclaré le Ministre Siméon Sawadogo

Le Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation a visité l'Institut Supérieur d'Études de Protection Civile (ISEPC), le vendredi 30 juin 2017. << ISEPC est une école supérieure internationale qui forme des officiers des sapeurs-pompiers en matière de protection civile. En tant que ministre de tutelle de cet institut, je suis venu constater les conditions dans lesquelles le personnel travaille. Et ce dans l'optique que les populations sachent qu'il existe une école de ce prestige au Burkina, encourager les acteurs et faire en sorte que le gouvernement

qui soutient cet institut puisse le faire davantage dans un contexte marqué par des catastrophes naturelles, d'insécurité et de terrorisme>>, a déclaré le ministre Siméon Sawadogo lors de cette visite. En rappel l'Institut Supérieur d'Études de Protection Civile (ISEPC) est dirigée par le Lieutenant-colonel Koudougou Abel Zongo et est situé à la sortie ouest de Ouagadougou juste après l'échangeur à gauche.

DCPM/MATD



Siméon Sawadogo (en blanc)

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Irruption de la CORA-BF à Omega FM : le ministère de la Communication apporte son soutien au personnel de la radio

Région du Centre



Fidèle Tamini, Adama Coulibaly s'est dit indigné par les actes posés par cette association d'artistes.

Le directeur du cabinet du ministre de la Communication et des relations avec le Parlement, Adama Coulibaly s'est rendu dans les locaux de la radio Omega FM ce jeudi 29 juin 2017.

Représentant le ministre en charge de la Communication, M. Coulibaly est allé apporter le soutien du département au personnel de ce média suite à la « descente musclée », la veille, des membres de la CORA-BF.

Reçu par le directeur général de Omega FM, Fidèle Tamini, Adama Coulibaly s'est dit indigné par les actes posés

par cette association d'artistes.

Pour lui, cette démarche adoptée par la CORA-BF pour défendre sa cause est condamnable et il a voulu par cette visite, encourager l'animateur violenté, Ahmed Kossa et l'ensemble du personnel.

Selon M. Tamini, la CORA-BF reproche à M. Kossa de ne pas jouer la musique burkinabè sur la radio. Il a indiqué que l'irruption a été planifiée puisque, dit-il, les visiteurs sont arrivés juste avant le début de l'émission musicale. « Ils sont venus avec des caméras. Ils ont d'abord perturbé le travail des journalistes à la rédaction avant de s'en prendre violemment à l'animateur alors qu'il était en

pleine émission », a-t-il révélé.

Pour l'instant, le directeur général de Omega FM a indiqué attendre la suite de la plainte qui a été officiellement déposée à la gendarmerie.

DCPM/MCRP

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

8^e ANNIVERSAIRE DES RUINES DE LOROPENI

Région du Sud-Ouest



Cette année plusieurs activités ont été menées lors de cette commémoration

La commémoration du 8^e anniversaire de l'inscription des ruines de Loropeni sur la liste du patrimoine mondial a eu lieu ce jeudi 29 juin à Loropeni sous le thème « Rôle de la communauté locale dans la gestion durable des ruines de Loropeni ». Cette année plusieurs activités ont été menées lors de cette commémoration à savoir:

- Un atelier de sensibilisation des conseillers municipaux sur la protection et la promotion des ruines de Loropeni;
- une compétition de tir à l'arc;
- un concours scolaire de dessin;
- le parrainage de la coupe du conseil municipal de Loropeni;

Aussi en rapport avec le thème de cette année un atelier de valorisation et d'approbation du plan de gestion

des ruines de Loropeni est prévu pour se tenir dans les jours à venir. En rappel c'était le 26 juin 2009, que le Burkina Faso inscrivait à Séville en Espagne, les ruines de Loropeni sur la prestigieuse liste du patrimoine mondial de l'UNESCO.



La coupe du conseil municipal de Loropeni a été lancée

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Quatrième anniversaire de l'élection du Pape François : Le Président du Faso participe à la célébration eucharistique

Région du Centre



Le Président Roch Marc Christian KABORE a assisté dans la soirée du jeudi 29 juin 2017 à la messe de solennité de Saint Pierre et Saint Paul

Le Président Roch Marc Christian KABORE a assisté dans la soirée du jeudi 29 juin 2017 à la messe de solennité de Saint Pierre et Saint Paul célébrée par le Nonce apostolique, Monseigneur Piergiorgio BERTOLDI. Cette célébration qui marquait aussi le 4e anniversaire de l'élection du Pape François, a eu lieu à la Cathédrale de l'Immaculée Conception de Ouagadougou. S'appuyant sur la vie de deux personnages bibliques que sont Saint Pierre et Saint Paul, l'homélie du jour a été consacrée aux valeurs intrinsèques des hommes de foi. « Deux hommes que tout oppose, sauf leur attachement à Jésus, le Seigneur », a mentionné le prêtre. Cet attachement au Seigneur leur a permis de rassembler et de « continuer à rassembler les personnes autour



Le Président du Faso, au sortir de la messe, a rappelé qu'« au regard de la lourde charge du Pape, il est tout à fait normal que les fidèles prient pour lui comme il l'a demandé ».

La suite à la page 15

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 14



Le chef de l'Etat a aussi fait remarquer le caractère solennel de cette célébration eucharistique.

d'une Eglise ». Par la reconnaissance de ses péchés et leurs confessions, Pierre se voit attribuer une mission divine : « Tu es Pierre et sur cette pierre, je bâtirai mon Eglise ; et la puissance de la mort ne l'emportera pas sur elle. Je te donnerai les clefs du Royaume des cieux : tout ce que tu auras lié sur la terre sera lié dans les cieux, et tout ce que tu auras délié sur la terre sera délié dans les cieux ». Ainsi, il a été recommandé aux fidèles chrétiens de prier pour le Saint Père, actuel garant de cette mission sur terre : « Prions pour le Pape François, les temps sont durs, pour que sa joie et sa foi soient contagieuses ».

Ce message n'a pas échappé au Président du Faso qui, au sortir de la messe, a rappelé qu'« au regard de la lourde charge du Pape, il est tout à fait normal que les fidèles prient pour lui comme il l'a demandé ». Le chef de l'Etat a aussi fait remarquer le caractère solennel de cette célébration eucharistique. « Aujourd'hui, c'est la célébration de la Solennité de Saint Pierre et Saint Paul », a-t-il expliqué avant d'ajouter qu'en tant que successeur de Saint Pierre, il faut prier pour que le Pape François ait « la force, la clairvoyance et la simplicité de conduire tout ce troupeau à bon port ».

Au cours de la célébration, Monseigneur Piergiorgio BERTOLDI a rappelé la visite du Président du Faso au Vatican. Il a évoqué les résolutions prises lors de cette visite dans le cadre d'une coopération bilatérale entre le Burkina Faso et le Saint Siège. Ce fut aussi l'occasion pour le Pape, par la voix du Nonce apostolique, de compatir aux douleurs des pays victimes du terrorisme dont le Burkina Faso.

La Direction de la Communication de la Présidence du Faso



ANNONCE

Sciences-Campus
Centre d'Examen Européen

ed English Discoveries

Une solution complète d'apprentissage de l'anglais en ligne

Coût : 40 000 FCFA

Durée de la licence : 1 an



www.sciences-campus.org

Efficace, Flexible et Interactive, English Discoveries vous offre

- ✓ Un apprentissage interactif
- ✓ Une interface de suivi des apprenants
- ✓ Des supports pédagogiques
- ✓ Des évaluations et des certificats

Ouagadougou
Au Centre d'Examen Européen
Ouaga 2000 Face à la Station Total Ambassade
Tel: +22672 07 20 20 / 66200026
Email : contact@ebs-edu.fr

Bobo-Dioulasso
A l'Institut Supérieur des Sciences et Technologies
ISC-Bobo au Centre Ville sur l'Avenue Guillaume Ouédraogo
à l'immeuble Sanga Madi
Tel: +22672 07 09 09 / 72 07 04 04
Email : isc@iscmall.org

JOBS CAMPUS

Avis de recrutement

Poste: Assistant(e) de direction ou assistant(e) de gestion en milieu associatif

Description

NOTRE ASSOCIATION

Fondée en 1997, la Plate-Forme pour le Commerce Equitable (PFCE) représente et fédère les principaux acteurs du commerce équitable en France. Instance de concertation et de mobilisation, la PFCE rassemble plus d'une trentaine d'entreprises et d'associations d'envergure nationale engagées dans le secteur : labels de commerce équitable, fabricants, importateurs, distributeurs, ONGs, mouvements d'éducation populaire, etc. Par leurs réseaux respectifs, les membres de la PFCE représentent ainsi plus de 1 000 structures dans toute la France.

Principal collectif français du secteur, la PFCE rassemble les acteurs majeurs du commerce équitable de notre pays pour promouvoir, défendre et développer le commerce équitable aussi bien auprès des citoyens et des consommateurs qu'auprès des organisations (entreprises, collectivités, associations, etc.) et des pouvoirs publics (administrations, institutions, etc.).

Sous la direction de sa déléguée générale, le secrétariat exécutif de la PFCE se compose de 6 salariés, 2 service civique et 2 stagiaires.

VOS

MISSIONS

Sous la direction de la déléguée générale de l'association et au sein d'une équipe de 6 chargés de mission, vos missions principales seront les suivantes :

1/Appui à la vie associative de l'association

Appui à l'organisation des conseils d'administration et assemblées générales de l'association

Appui à l'organisation d'événements d'envergure (universités d'été, 20 ans, conférences de la quinzaine etc.).

Communication interne

Mise à jour des documents associatifs (membres, CA, déclaration en préfecture, etc.)

Contacts et réponses aux sollicitations des organisations membres de la PFCE

2/Appui à la gestion administrative et financière

Secrétariat classique

Facturation des cotisations aux adhérents de l'association

Appui RH à la déléguée générale et suivi administratif des dossiers du personnel et organiser la logistique des recrutements et des formations

Etablissement des commandes de matériel, de fournitures, de consommables et vérification de la conformité des livraisons

Paiement des factures et classement des pièces comptables, relation avec le cabinet d'expertise comptable de l'association

Gestions de la paie et contacts avec les organismes sociaux divers (en lien avec l'expert comptable)

3/Appui à la direction et à l'équipe salariée

Accueil et filtrage téléphonique

Préparation de réunions et déplacements, organisez de rendez-vous avec les partenaires, réalisation de comptes rendus

Suivi des contrats et paiements de prestataires

Participation à des salons

Ville Nogent-sur-Marne / Paris

Expériences / Formation du candidat

PROFIL DU CANDIDAT :

Une bonne connaissance ou une expérience dans le secteur associatif serait un plus.

Diplôme de niveau Bac+2 (BTS, DUT, ...) en assistantat de direction ou assistantat de gestion.

Qualité du candidat

Qualités et compétences requises :

Bonne maîtrise des outils bureautiques (traitement de texte, tableur, etc.)

Rigueur et flexibilité

Bon relationnel

Dynamisme

Autonomie

Facilitatrice

Fonctions Assistance,

La suite à la page 18

JOBS CAMPUS

La suite de la page 17

<p>Secrétariat,</p> <p>Activités</p> <p>Pays</p> <p>Contrat</p> <p>Durée du contrat</p> <p>Poste en CDD de 9 mois (avec possibilité de recrutement en CDI)</p> <p>Temps partiel : ½ temps</p> <p>Début de contrat prévu : septembre 2017 (avec un tuilage idéalement en juillet)</p>	<p>Traduction</p> <p>A u t r e</p> <p>Europe,</p> <p>C D D</p> <p>France</p> <p>Documents à envoyer</p> <p>CV et lettre de motivation</p> <p>Nom de la personne contact</p> <p>Candidature : Adressez votre candidature (CV + lettre de</p>	<p>Salaire / Indemnité</p> <p>Rémunération : selon la grille salariale en vigueur au sein de la PFCE + Tickets restaurants d'une valeur de 8€ + Mutuelle payée à 70% + Remboursement de la carte Navigo à 50%</p> <p>Date de fin de validité</p> <p>03/07/2017</p>	<p>motivation) au plus tard le 3 juillet 2017 à Marie DU PASSAGE : dupassage@commercequitable.org</p> <p>Email de la personne contact dupassage@commercequitable.org</p>
---	--	--	--



Avis de recrutement

Poste: L'IRAM recrute « un(e) chargé(e) de programme confirmé(e) au sein de l'équipe Formation et Insertion socio-professionnelle »

Description

Vous aurez pour contributions:

la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'accompagnement technique et méthodologique dans le cadre de projets de formation et d'insertion des jeunes;

la réalisation d'études (diagnostics, faisabilités, programmation, évaluations ex-post) ;

l'organisation d'appuis et de formations à destination des acteurs publics ou professionnels impliqués

dans les projets de formation professionnelle et d'insertion socio-économique des jeunes ;

les activités de veille scientifique et de capitalisation.

Ces missions seront à réaliser en collaboration avec les membres de l'équipe Formation et Insertion socio-Professionnelle et plus largement avec les autres pôles d'activités de l'IRAM (décentralisation-développement local, politiques publiques, filières agricoles, organisations paysannes).

Expériences / Formation du candidat

Expérience d'au moins 10 ans dans le domaine de la formation professionnelle et/ou d'accompagnement à l'insertion socio-économique

des jeunes dans le cadre de la coopération internationale dont au minimum 5 ans de terrain dans ces domaines dans la conception/mise en œuvre d'actions de développement au Sud. La connaissance des problématiques en Afrique subsaharienne anglophone et/ou en Asie du Sud Est serait un plus.

Expériences attestées (missions courtes ou longues) en accompagnement, renforcement de capacités et / ou appuis institutionnels auprès des acteurs impliqués dans la formation et l'insertion socio-économique des jeunes (ministères de la formation professionnelle et/ou de l'emploi, services techniques, collectivités territoriales, centres de formation, organisations professionnelles, jeunes,

La suite à la page 19

JOBS CAMPUS

La suite de la page 18

organisations de la société civile, entreprises, etc.).

Bonne connaissance : des problématiques de la formation professionnelle, de l'insertion socio-économique et/ou de l'emploi des jeunes dans les pays en développement, en zones rurales et/ou urbaines ; des réformes passées et en cours, dans des contextes institutionnels différents, en matière d'enseignement technique et de formation professionnelle, des politiques et stratégies en matière d'emploi (en particulier à destination des jeunes), des dispositifs de formation publics et privés adaptés à différents contextes.

Diplôme universitaire (Bac +5) dans un des domaines suivants: sciences sociales et/ou économiques, sciences de l'éducation et de la formation.

Langues parlées

Parfaite connaissance de la langue française et pratique professionnelle de la langue anglaise ;

Qualité du candidat

Capacité de planification, d'organisation et de gestion;

Solide compétence d'analyse et de synthèse;

Goût pour l'accompagnement des acteurs locaux, la participation et le dialogue. Sens de la diplomatie et de la recherche de compromis, autonomie et dynamisme, curiosité;

Des qualités personnelles incluant un goût prononcé pour le travail d'équipe, une grande capacité d'écoute et de dialogue, couplée à une approche méthodique et rigoureuse;

Bonne capacité de rédaction (rapports d'études et de suivi, synthèses, capitalisation et outils). Maîtrise outils informatique (outils Windows) ;

Fonctions Coordination, Gestion de projet, Etudes, Recherche

Activités Animation, Formation, Education

Pays Europe, France

Contrat C D I

Durée du contrat

Contrat proposé : durée

indéterminée après période d'essai avec missions fréquentes à l'étranger (Afrique de l'Ouest, du Centre et de l'Est, Maghreb, Asie du Sud-Est).

Salaire / Indemnité

Selon grille IRAM.

Documents à envoyer

CV et Lettre de motivation

Nom de la personne contact

M. Goldstein Gilles

Email de la personne contact profil1@iram-fr.org

Postuler en ligne <https://www.iram-fr.org/index.php?numpage=254&numfamille=6&lg=fr&spec=contact&emploi=3447>

Date de fin de validité 16/07/2017



Avis de recrutement

Poste: Gret cherche pour Représentant Pays au Myanmar

Fondé en 1976, le Gret est une association française sans but lucratif de professionnels pour

un développement équitable. Il soutient le développement économique et social durable avec une approche basée sur le partenariat et la recherche-action. Actif dans 28 pays en

2017, le Gret a 12 bureaux permanents en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Gret combine les rôles de praticien de projet ou co-praticien, expert, contributeur

La suite à la page 20

JOBS CAMPUS

La suite de la page 19

à l'ordre public et producteur / distributeur de références de développement. Gret Head Quarter (HQ) est basée en France.

Le contexte

Depuis 1995, le Gret travaille au Myanmar dans les domaines du développement agricole, de la microfinance, la gestion des ressources naturelles et de l'eau et les activités d'assainissement dans l'Etat Chin Rakhine Etat, Région Sagaing (zone sèche), région de Mandalay et de la région Ayeyarwady (Delta). Une représentation (Rep) bureau est établi à Yangon pour fournir des services transversaux aux projets, de superviser les actions et de travailler dans les relations avec les donateurs, les autorités et les partenaires. Gret Représentant Pays travaillera sous la supervision directe d'administration à l'administration centrale et en collaboration étroite avec le Gret Représentant adjoint du pays.

Résumé de l'emploi

GRET recherche un représentant de pays pour promouvoir le succès des programmes GRET Myanmar et le développement du personnel.

Objectifs de l'emploi

Sous la supervision directe d'administration à l'administration centrale et en collaboration avec le Myanmar Gret Représentant adjoint, représentant national est la personne responsable de: actions de représentation

envers les donateurs, assurer les partenaires et le gouvernement

Le renforcement de l'intervention de Gret dans le pays par le développement d'une contribution d'écriture du projet de vision stratégique et le développement de projets, partenariats ...

Gestion des ressources humaines administrative de tous les employés Gret contracté au Myanmar en ligne avec la politique des ressources humaines Gret

Suite à la mise en œuvre opérationnelle des projets et de la coordination entre les

Superviser la gestion financière et comptable des activités du Myanmar Gret

Faire le lien avec l'équipe de HQ

fonctions détaillées

Le représentant de pays est directement responsable de la direction générale et de la gestion de l'équipe de représentation et la supervision générale des opérations sur le terrain.

actions de représentation envers les donateurs, assurer les partenaires et le gouvernement

Le renforcement de l'intervention de Gret dans le pays

Gestion des ressources humaines

Faciliter et après la mise en œuvre opérationnelle des projets et de la coordination entre les

Superviser la gestion financière et comptable des activités du Myanmar Gret

Faire le lien avec le Siège et les autres pays de représentation

Éducation / Expérience préférée

Master de domaine concerné

Un minimum d'expérience de 5 ans en coordination et / ou des postes de direction compétences requises

Pour effectuer cette tâche avec succès, une personne doit être en mesure d'effectuer chaque tâche essentielle de manière satisfaisante. Les exigences énumérées ci-dessous sont représentatives des connaissances, des compétences et / ou la capacité requise.

Possède de solides compétences organisationnelles ;

Possède de solides compétences en communication écrite et verbale;

La compréhension et l'expérience en coordination;

Expérience de la gestion des ressources humaines, politiques et procédures de gestion financière et administration;

Aptitude à être flexible et adaptable;

Capacité de coordonner les activités et établir des relations de travail avec d'autres équipes;

Connaissance des systèmes

La suite à la page 21

JOBS CAMPUS

La suite de la page 20

informatiques et des applications telles que Word, Excel, Power Point et Outlook;

Bonne équipe de travail et capable de vivre et de travailler en étroite collaboration avec une équipe;

Ville Y a n g o n

Fonctions

Encadrement, Direction

Activités A u t r e

Pays Asie, Myanmar

Contrat C D D

Durée du contrat

contrat Fix terme (2 ans)

Documents à envoyer

Les demandes écrites (CV et lettre de motivation) doivent être soumises au bureau GRET HQ par courrier électronique à accueil@gret.org avant le

15 e Juillet 2017 . Seuls les candidats présélectionnés seront contactés.

Date de fin de validité 15/07/2017



Avis de recrutement

Poste: Soutien au développement d'outils de promotion

Description

Créée en 1952, l'association Initiatives et Changement France fait partie de l'ONG Initiatives et Changement International, présente dans 60 pays et fédérant 44 associations nationales.

I&C France a pour mission de développer l'engagement citoyen pour favoriser un meilleur vivre ensemble et renforcer la cohésion sociale.

Ainsi, nous créons et animons des espaces de rencontre et d'engagement pour des personnes de toutes convictions, origines, générations et familles de pensée.

Ces espaces de rencontre peuvent prendre la forme de conférences, formations,

ateliers, groupes de parole, séminaires, forums, facilitation de communication et de rencontres, en grande partie dans des zones de tensions.

L'association Initiatives et Changement recherche 1 volontaire en service civique en appui à la mission de communication générale de l'association, en lien avec la Déléguée Générale et la référente communication de l'association,

– **Participer à l'élaboration du plan de promotion**

– **Participer à développer des outils de promotion pour mobiliser et faire connaître les actions,**

– **Aider à la gestion du site internet: rédaction, publication en ligne et animation du site**

– **Apporter une dynamique sur les réseaux sociaux,**

– **Participer à l'organisation d'événements publics organisés par l'association.**

– **Participer à l'information des réseaux de partenaires sur les actions de l'association et au développement de nouveaux partenariats.**

Ville Issy-les-Moulineaux

Fonctions A u t r e , Communication, Coordination, Gestion de projet, Etudes, Recherche

Activités A n i m a t i o n , Formation, Education, Autre, Droit, Social

Pays Europe, France

Contrat V o l o n t a r i a t / service civique

Durée du contrat

1 an

Salaire / Indemnité

La suite à la page 22

JOBS CAMPUS

La suite de la page 21

Indemnités légales d'un service civique, prise en charge de 50% des transports en commun

Documents à envoyer

CV + lettre de motivation

Nom de la personne contact

Claire Tamano

Email de la personne contact **rh@ic-fr.org**

Date de fin de validité **13/07/2017**

Avis de recrutement

Poste: **Responsable Administratif et Financier** **H/F** – **F3E**

Description

Le F3E se positionne comme le réseau apprenant des acteurs français de la solidarité et de coopération internationales dédié à l'amélioration des pratiques en matière d'apprentissage, d'innovation, de qualité et d'impact de leurs actions.

Le F3E est composé de 85 membres : ONG, collectivités territoriales françaises, fondations.

Le F3E organise ses activités en 3 pôles, « Apprentissage », « Animation », « Développement ».

Le F3E recrute, dans le cadre d'un remplacement de congé parental, un-e « Responsable Administratif et Financier » pour un CDD de 7 mois

LE POSTE

Au sein d'une équipe de 12 salariés, en étroite collaboration avec le Directeur, et avec l'appui

de la chargée de gestion, vos assurerez les missions suivantes :

1/ Vous apportez un appui au directeur dans la gestion générale de la structure ; vous serez également conduit-e à intervenir auprès du conseil d'administration du F3E.

2/ Vous êtes garant de la politique et de la gestion financière de la structure :

– **Elaboration, suivi et reporting des budgets (1,5 million € annuel) ; gestion des dossiers de subventions (administratif/ budget, rapport financier, audit) en lien avec les bailleurs ; réflexion/évolution du modèle économique du F3E ; recherche de nouveaux financements...**

– **Etablissement et suivi des prévisions de trésorerie ; contrôle, règlement des notes de frais et factures fournisseurs ; suivi des opérations de facturation clients ; contrôle des encaissements et retard de paiement ; supervision de la comptabilité générale/analytique et**

des états comptables en lien avec le prestataire ;

– **Organisation de la clôture des comptes annuels, gestion de la relation avec le CAC**

– **Gestion des comptes et services bancaires ; gestion des placements financiers ; assurer les relations et besoins courants auprès la banque**

3/ Vous assurez un support aux opérationnels sur les dimensions financières des projets / programmes

4/ Vous êtes en charge de la politique et la gestion des ressources humaines

– **gestion administrative de la paie en lien avec le prestataire ; gestion des congés ; recrutement ; plan de formation ; dialogue social, politique RH à développer...**

5/ Vous assurez la gestion administrative générale :

– **Définition/mise en place procédure de gestion et administrative,**

La suite à la page 23

JOBS CAMPUS

La suite de la page 22

validation des contrats/
conventions, relations sous-
traitants services généraux...

Ville P a r i s

Expériences /
Formation du candidat

Formation et expérience

De formation supérieure, vous possédez une expérience professionnelle d'au moins 8 ans, acquise sur un poste à responsabilité avec de fortes dimensions « finances » et une pratique des ressources humaines ;

Vous avez pratiqué les spécificités budgétaires du milieu associatif / ONG (nature des interlocuteurs, des règles budgétaires, connaissance des règles des bailleurs publics...) ;

Vous justifiez d'une réelle maîtrise de la comptabilité, de l'exercice de clôture des comptes, de l'analyse financière,

Vous faites état de solides connaissances en gestion des Ressources Humaines

Vous avez une parfaite

maîtrise des outils informatiques classiques (Word, Excel, Power Point)

Vous avez une maîtrise de l'anglais professionnel.

Qualités et savoir être

Fort/e d'une bonne autonomie, vous souhaitez vous développer professionnellement dans cette logique métier (RAF)

Vous avez une réelle appétence pour la posture d'appui / conseil.

Vous avez une motivation pour les questions de solidarité et de coopération internationales.

Fonctions A n i m a t i o n ,
Formation, Autre,
Communication, Coordination,
Gestion de projet,
Etudes, Recherche,
Organisation, Administration

Activités A n i m a t i o n ,
Formation, Education,
Autre, Economie, Finance,
Administration, Informatique,
C o m m u n i c a t i o n ,
Logistique, Mécanique,
Ressources Humaines

Pays Europe, France

Contrat C D D

Salaire / Indemnité

Poste basé à Paris,
statut cadre, temps plein

Contrat à Durée Déterminée
de 7 mois minimum,
temps partiel 4/5 possible

Salaire : selon grille entre
38 et 40 k€ bruts annuels

Avantages : tickets restaurant
60%, frais de transport 50%,
complémentaire santé 75%, RTT

A pourvoir en septembre 2017

Postuler en ligne
<http://orientationdurable.com/responsable-administratif-financier/>

Date de fin de validité 31/07/2017



Avis de recrutement

Poste: ASSISTANT
PARRAINAGE H/F

Description

Créé en 1991, le Secours Islamique France (SIF) est une organisation non

gouvernementale (ONG) internationale de secours d'urgence et de développement. Le SIF agit dans une stricte neutralité, sans distinction d'origine, de genre ni de religion et se consacre à atténuer les souffrances des populations les

plus démunies dans le monde.

Le Secours Islamique France recherche un (e) Assistant(e) Parrainage pour ses bureaux de Massy (91).

Sous la responsabilité

La suite à la page 24

JOBS CAMPUS

La suite de la page 23

du Superviseur Dons sur Engagements, vous avez pour mission de traiter les dossiers des orphelins, en français et anglais et de répondre aux besoins et demandes des parrains d'orphelins.

Vous aurez les principales missions suivantes :

Traitement et enregistrement des demandes et arrêts de parrainage,

Relecture, traduction, mise en forme puis envoi des dossiers de parrainage, des rapports annuels, des correspondances particulières etc.

Traitement des demandes parrains (téléphone, courrier et email),

Suivi reporting Excel (cadeaux orphelins, rapports...).

La liste des tâches n'est ni exhaustive, ni limitative et est évolutive.

Ville M a s s y
Expériences /

Formation du candidat

De formation supérieure (BAC + 2), vous avez une expérience significative en gestion administrative/traduction.

Vous maîtrisez l'anglais, l'orthographe le pack Office et êtes à l'aise en rédaction.

Vous avez un bon relationnel et une bonne capacité d'adaptation.

Langues parlées

Anglais / Français

Qualité du candidat

De formation supérieure (BAC + 2), vous avez une expérience significative en gestion administrative/traduction.

Vous maîtrisez l'anglais, l'orthographe le pack Office et êtes à l'aise en rédaction.

Vous avez un bon relationnel et une bonne capacité d'adaptation.

Fonctions A u t r e

Activités A u t r e

Pays Europe, France

Contrat C D D

Durée du contrat

CDD remplacement de 6 mois

Salaire / Indemnité

Rémunération selon profil. Titres restaurant, transport en commun (50%) pris en charge.

Documents à envoyer

Merci d'envoyer votre candidature (CV + LM) par mail en précisant en objet l'intitulé du poste à l'adresse suivante : recrutement@secours-islamique.org.

Email de la personne contact recrutement@secours-islamique.org

Date de fin de validité 31/07/2017



Avis de recrutement

Poste: Grant Officer H/F – LYON

Description

Indignés face à l'injustice que vivent les personnes handicapées et les populations vulnérables, nous aspirons à un monde solidaire et inclusif, où toutes les différences nous enrichissent et où

chacun peut « vivre debout.

Handicap International est une organisation de solidarité internationale indépendante et impartiale, sans affiliation politique ou confessionnelle, qui intervient dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des

personnes handicapées et des populations vulnérables, elle agit et témoigne, pour répondre à leurs besoins essentiels, pour améliorer leurs conditions de vie et promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux.

Présente dans plus de 55

La suite à la page 25

JOBS CAMPUS

La suite de la page 24

pays, Handicap International est composée de 2 directions opérationnelles :

La Direction de l'Action Humanitaire (DAH)

La Direction d'Action du Développement (DAD)

CONTEXTE : La DAH met en œuvre des activités au service des populations vulnérables, des populations réfugiées, déplacées et sinistrées, des personnes victimes de blessures et des populations exposées au danger des armes, munitions et engins explosifs.

OBJECTIFS DU POSTE : Au sein de la DAH, vous appuyez l'équipe du Desk « Humanitarian Mine Action » dans le montage des propositions de projet et des rapports dus au bailleurs de fonds en garantissant le respect des guidelines, des échéances et la qualité des documents en lien avec les équipes terrain ainsi que dans le traitement de dossiers opérationnels transversaux dans le respect des moyens et des cadres impartis

Vous appuyez les programmes dans la préparation des propositions d'intervention (proposals et avenants)

Sous la responsabilité du responsable du Desk, et au sein d'une équipe composée d'un adjoint, d'une Business Manager, 2 chargées de projet, 2 contrôleurs de gestion et d'un référent logistique, vos responsabilités sont les suivantes:

Garantir le respect des trames et guidelines bailleurs et propose des trames et guidelines internes

Garantir le respect du planning interne et des deadlines (retro planning)

Consolider les apports opérationnels, techniques, administratifs et financiers en lien avec les équipes programme, l'équipe Desk, les domaines techniques et les services support, et veille au contrôle qualité des documents

Mettre en ligne les propositions d'intervention quand nécessaire

Vous appuyez les programmes dans la préparation des rapports bailleurs (rapports intermédiaires et finaux)

Garantir le respect des trames et guidelines bailleurs et propose des trames et guidelines internes

Assurer le suivi des échéances de reporting, en lien avec les programmes

Consolider les apports opérationnels, techniques, administratifs et financiers en lien avec les équipes terrain et l'équipe Desk et veille au contrôle qualité des documents

Mettre en ligne les rapports quand nécessaire

Communication : Vous apportez un support aux programmes et au desk dans l'élaboration d'outils de communication externes et internes

Ville L Y O N

Expériences / Formation du candidat

Vous avez première expérience de travail au sein d'une ONG internationale humanitaire / développement

Vous connaissez les règles bailleurs et maîtrisez le cycle de projet

Vous avez idéalement une connaissance du secteur Mine Action

Vous avez de très bonnes capacités rédactionnelles et un esprit de synthèse

Langues parlées

Vous parlez couramment anglais

Fonctions Coordination, Gestion de projet

Activités A u t r e

Pays Europe, France

Contrat C D D

Durée du contrat

6 mois: CDD à partir du 17 juillet 2017 jusqu'au 15 janvier 2018

Salaire / Indemnité

Tickets Restaurant, Mutuelle

39 heures hebdomadaires avec 22.5 jours de RTT à prendre annuellement

Documents à envoyer

POSTULER : Uniquement en ligne en joignant CV et Lettre de motivation via le lien ci dessous

Postuler en ligne https://hi.profilsearch.com/recrute/fr/fo_annonce_voir.id=2163&idpartenaire=130

Date de fin de validité 05/07/2017

JOBS CAMPUS

Avis de recrutement

Poste: Protection de l'enfance et PSS Agent de projet JPO

Description

Nous sommes à la recherche de notre délégation au Soudan du Sud pour une

Protection de l'enfance et PSS Agent de projet JPO

Situation et conditions de travail: Juba - Sud - Soudan

Taux d'activité: 100%

Date de début du poste: 15.07.2017

Durée: 6 mois

Date limite: Terre des hommes ne fixe pas de date de clôture pour ce poste; le recrutement est en cours jusqu'à ce que le poste soit comblé.

Conditions

postes d'agent de programme junior contrat salarié suisse 2'200 CHF (~ 1'900 €) <> 2'400 CHF (2'100 €) nets / mois x 13 fois (+ candidat Retenue AVS pour la Suisse). Poste vacant: 25 jours / an, l'assurance maladie, accidents et assurance rapatriement médical, lieu, vol retour.

About Terre des hommes:

Fondation Terre des hommes (Tdh) est la principale ONG suisse axée sur les droits de l'enfant. Il est actif dans plus de 30 pays avec des projets de développement et d'urgence. Tdh concentre son action sur les deux domaines d'intervention suivants: la santé et la protection des enfants particulièrement vulnérables. outils de gestion

et de communication modernes assurent la qualité des projets de Tdh. La Fondation vise constamment à améliorer ses services.

Le contexte:

Juba est devenu le plus récent capitale nationale mondiale le 9 Juillet 2011, lorsque le Soudan du Sud a officiellement déclaré son indépendance de la République du Soudan. En Décembre 2013, un conflit a éclaté entre le président (Salva Kiir) et ancien vice-président (Riek Machar). De nombreuses trêves ont été médiatisées entre la SPLA (Armée populaire de libération du Soudan) et SPLA- IO (en opposition), mais ont ensuite été rompues.

En Août 2015, ramener le accord de la résolution du conflit au Sud-Soudan a été signé entre les parties en conflit, pourtant la violence n'a jamais cessé dans le pays et la route métaphorique vers une paix réelle semble encore très difficile.

En Novembre 2016, suite à des déplacements massifs de population et début du conflit en Equatoria, Tdh a lancé une évaluation Yei afin de déterminer les besoins humanitaires immédiats de la population touchée. Tdh a ouvert une nouvelle base à Yei et a commencé les premières activités 2017.

déplacement passé en raison du conflit a donné lieu à un afflux de personnes déplacées dans la protection des civils sites et les sites de déplacés à Juba où

Tdh a commencé son activité de protection en Octobre 2014. Il y a 28,526 personnes déplacées vivant dans les trois Maison des Nations Unies PoC à Juba, alors que Maison des Nations Unies PoC3 accueille la plus grande population avec 20,154 personnes (source: OIM 2015). La moitié d'entre eux sont des enfants de moins de 18 ans. Les deux POC 1 et 3 ont augmenté la taille des populations en raison du dernier conflit, à partir Juillet 8. Tdh soutient CSA et les activités CBPSS dans POC3 et, dans POC 1, Tdh a déployé 4 animateurs PSS à établir des liens avec l'école et mettre en œuvre des activités CBPSS.

Cette situation met la pression aux existants débordés ressources et installations, plus la frustration pétillante au sein de la population déplacée, ainsi qu'une augmentation des tensions entre eux et les communautés d'accueil voisines. La crise économique actuelle, les moyens d'existence précaire signifie des personnes déplacées, la charge émotionnelle et psychologique du déplacement et les incertitudes quant à l'avenir, sont fortement affecter la vie de milliers de personnes déplacées, parmi lesquels les plus souffrent les enfants et les femmes.

Pour plus d'informations sur **nos projets au Soudan du Sud:** <https://www.tdh.ch/en/our-interventions/south-sudan>

Principales responsabilités :

L'équipe de gestion et gestion des ressources humaines

La suite à la page 27

JOBS CAMPUS

La suite de la page 26

Identifier, recruter, former et gérer le personnel du programme;

Participer à assurer un environnement de travail positif et une bonne dynamique de l'équipe (résoudre les conflits potentiels), des réunions de coordination de l'appui et suivre le personnel sous son / sa responsabilité directe sur une base régulière;

Créer les conditions d'un bon flux d'informations opérationnelles (échanges verbaux, courriels, rapports, sitreps „ etc.);

Participer aux réunions de coordination de la délégation;

Développer son / ses autonomie et encourager la collaboration de ses subordonnés.

Gestion de projet

Développer, mettre en œuvre et monitorer le projet de protection des enfants et PSS, conformément aux multiples objectifs, les activités et les objectifs énoncés dans les propositions des donateurs actuels et conformément aux budgets des projets;

Veiller à ce que les activités soient correctement contrôlées et évaluées;

Suivi de la protection de l'enfance et de la situation PSS au Soudan du Sud, en particulier dans Equatoria, et l'impact des activités et proposer des ajustements de la stratégie du projet en cas de besoin;

Identifier les besoins de soutien logistique et d'administration liés au projet

de CP et de communiquer à la personne de soutien journal / admin concerné (s);

Prévisions et le suivi des dépenses liées au projet;

Participer à des exercices de révision du budget et de se préparer lorsque les demandes d'achat en temps opportun pertinentes en fonction des besoins du projet;

Préparer les demandes d'achat en temps opportun, conformément aux besoins du projet;

Soutenir les actions requises par l'administration liés à la gestion et à la supervision de l'équipe de protection;

Identifier les besoins de soutien logistique et d'administration liés au projet et les communiquer au soutien journal / admin personne concerné (s).

Stratégie du projet, les rapports et la planification

Assurer les donateurs et les rapports internes;

Flux d'informations aux collègues Tdh pertinents;

Participer à l'élaboration de stratégies et objectifs d'améliorer le soutien aux bénéficiaires et de contribuer activement à son suivi, l'évaluation et la révision;

Participer aux évaluations de CP et PSS dans sa zone géographique d'intervention ou à l'extérieur;

Participer à l'examen de la stratégie pour le Soudan du Sud.

Coordination et représentation

Travailler en étroite collaboration et concertation avec les structures gouvernementales disponibles, les acteurs non gouvernementaux, système de cluster;

Coordonner avec les autres ministères (programme et soutien) au besoin;

Augmenter la visibilité Tdh en termes de CP et PSS au Soudan du Sud;

Participer à toutes les réunions pertinentes.

V a l e u r s :

Dans son / ses activités professionnelles, adhérer aux valeurs définies dans le plan stratégique: l'engagement, l'expertise, l'intégrité et de l'autonomie;

Travailler dans les différents milieux de la sécurité et culturelles et dans des situations difficiles, face à la confrontation en raison des différences (interculturelle).

Abus politique de prévention - Politique de protection des enfants (RPC) - Gestion des risques opérationnels

Engager à assurer la meilleure application possible de la politique de protection des enfants (RPC) et de la gestion des risques opérationnels dans son / sa zone d'intervention et au sein des équipes de projet (dans le cas d'un problème identifié, communiquez avec le chef de la délégation pour le signaler);

Aider à la mise en œuvre des ressources pour la promotion de la sensibilisation et la

La suite à la page 28

JOBS CAMPUS

La suite de la page 27

surveillance nécessaires à sa / ses collègues locaux à adhérer à la politique de protection des enfants (RPC) et de la gestion des risques opérationnels;

Participer à des cas de protection de suivi, des allégations ou des éventuelles violations / potentielles de la politique de protection des enfants sous la supervision du chef de la délégation;

En collaboration avec le chef de délégation, d'analyser la situation de sécurité dans son / sa région et informer la direction de la ligne;

Contribuer à la mise à jour du plan de sécurité sur son / sa région (s) d'intervention;

Assurez-vous que les membres du personnel dans sa région (s) sont en fait suite à des procédures de sécurité.

Profil :

Bonne expérience de gestion de projet en cas d'urgence et / ou programmes de développement

Au moins 1 an d'expérience dans une position de position similaire sur le terrain et avec les réfugiés

Avoir une expertise reconnue / connaissance / expérience en matière de protection et PSS

Bonne connaissance et de l'expérience dans la logistique, administration et finances

une connaissance approfondie de la réponse humanitaire internationale et de développement

Excellent anglais écrit et parlé (français n'est pas nécessaire)

Compétences avancées informatiques

écriture excellente, les compétences de rapports et de la communication

Capacité à travailler dans un environnement interculturel et dans des endroits non sécurisés

La flexibilité

En réponse, motivé, bon communicateur

Capacité à travailler sous pression

Office Pack

Politique de protection des enfants:

Pour engager à respecter Tdh politiques de gestion des risques, y compris: la politique de protection des enfants, la sécurité et la politique et de lutte contre la fraude / Politique de sécurité corruption, Politique de dénonciation

Pour engager à assurer la meilleure application possible des politiques de gestion des risques Tdh

Pour engager à informer les superviseurs et de traiter tous les cas, les allégations ou possibilité de transgression, même potentiel, des politiques de gestion des risques Tdh

Nous offrons un travail passionnant et varié, utile et significative, dans une équipe qui veut faire une différence pour les enfants vulnérables.

Es tu intéressé? Voulez - vous faire face à ce défi?

P r o c é d u r e :

S'il vous plaît postuler sur notre site: www.tdh.ch/en/jobs Nous ne prendra en considération les demandes complètes en ligne correspondant au profil requis. Votre demande doit comprendre un CV complet et une lettre d'accompagnement. Si vous n'êtes pas sur la liste restreinte, votre dossier sera détruit par nous, selon les règles de protection des données.

Si vous faites face à des difficultés dans l'application en ligne, s'il vous plaît contacter notre service RH : rh@tdh.ch

Terre des hommes offre des conditions de travail égales pour les hommes et les femmes. En outre, pour les candidats ayant des qualifications équivalentes et pour les postes ayant des responsabilités, les candidatures féminines sont fortement encouragées.

Les procédures de recrutement et de sélection de Terre des hommes sont le reflet de notre engagement pour la sécurité des enfants et de la protection.

Ville d'éj à

Fonctions Autre

Activités Droit, Social

Pays Afrique, Soudan du Sud

Contrat C D D

Postuler en ligne https://tdh.luceosolutions.com/recrute/fo_annonce_voir.id=870&idpartenaire=20002

Date de fin de validité 26/07/2017

Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en version numérique à télécharger.



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

24/06/2017 AU 01/07/2017 Groupe IV

1200 logements	25 36 02 52	Kadiogo	25 31 87 88	Principale	25 37 54 15
Afiya	25 48 83 47	Kouma	25 38 57 42	Sahel	25 31 81 95
Amitié Miyougou	25 38 52 36	Lallé	25 45 67 25	Sira	25 43 17 78
Bethania	25 31 31 41	Le Rocher	25 40 83 87	Somgandé	25 35 82 44
Choukouroula	25 40 93 76	Les Grâces	60 80 80 77	Sotisse	25 36 41 48
Circulaire Sède	25 38 44 91	Louis Pasteur	25 33 58 67	Unité	25 34 39 42
Diawara	25 30 61 68	Maignon	25 31 01 20	Vénégré	25 43 05 87
Espoir	25 31 54 12	Musée	25 36 68 41	Vidal	25 31 52 88
Gare	25 31 62 06	Natilgé	25 36 28 00	Vièl	25 45 98 25
Hippodrome	25 34 02 32	Nongui	25 40 84 88	Wend Kuuni	25 36 20 15
Hôpital	25 30 66 41	Ouédraogo	25 37 16 52	Wend Yam	25 48 30 47
Jean Paul II	25 41 81 5413	Pierre Tapsoba	25 48 44 33		

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Bobo-Dioulasso

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721
E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
OTC
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de reportage
- Alfred Syé KAM
- Aminata PORGO
- Augustin NIKIEMA

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédéric PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage
Eliane BAYALA
Aminata PORGO
Bernard HIEN
Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso
Tél: +226 20954746
+226 72070909

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

Science - Education - Politique - Société - Economie

Semestriel;

Presse en ligne;

Quotidien numérique gratuit

sur www.sciences-campus.info

Couverture médiatique

Publicité

Communication

- L'actualité des Centres de recherche
- L'actualité des écoles et universités
- L'actualité générale des 45 provinces en continue
- Les activités du gouvernement
- L'actualité internationale

Un espace emploi



sur www.jobs-campus.com

L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde

Adresses: www.sciences-campus.info/ redaction@sc-mail.info

226 76609721/ 72080505/ 72072121

05BP5805 Ouaga02

Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO